



Lyon le 25 mai 2020

Les organisations syndicales engagées en AURA pour que vive la démocratie sociale sur les lieux de travail et sur les territoires

En Auvergne-Rhône-Alpes, comme sur tout le territoire national et international, nous connaissons actuellement une crise sanitaire majeure et inédite qui mobilise fortement les travailleur-euse-s, avec leurs organisations syndicales, pour répondre aux besoins essentiels ou non essentiels et pour assurer la continuité du service public.

Leur engagement remarquable aura permis de maintenir le pays debout au plus dur de la crise, au risque parfois de leur propre santé. La nécessité de reconnaître à leur juste valeur économique, sociale et sociétale de nombreux métiers aujourd'hui peu, voire non valorisés, s'impose enfin dans des déclarations officielles, faute de l'être encore concrètement dans les faits.

La crise du coronavirus revêt de nombreuses facettes : sanitaire, environnementale, économique, sociale et sociétale. En tant qu'organisations syndicales de salariés, nous sommes des acteurs incontournables du travail et de la démocratie sociale.

Présents dans les entreprises, les administrations, les territoires, les institutions consultatives, nous jouons un rôle structurant de représentation sociale. Notre action sur les lieux de travail, avec les travailleuses et les travailleurs, sur les territoires donne du sens, de la confiance et de l'efficacité dans l'action collective.

Le défi collectif est de préparer l'avenir car le futur n'est pas écrit : Comment et dans quelles conditions pourrions-nous construire démocratiquement les réponses pour nous engager sur d'autres voies de développement en tirant les conséquences de la crise que nous traversons, en repensant prioritairement le travail, sa valeur, son sens, sa finalité et les modes de production ? Comment construire le vivre ensemble et restaurer la "confiance" ? Comment contraindre les décideurs à enfin mettre en œuvre des politiques publiques assurant une meilleure protection des populations, une plus grande égalité entre les citoyen-ne-s et les territoires ?

Nous avons démontré dans le cadre du Forum de l'Industrie que nous avons organisé fin 2019, que nous pouvons être force de propositions, légitimes à être des acteurs à part entière de la réussite de la transition industrielle en AURA.

Face à ces crises, il est impératif que se mette en place un réel "dialogue social" et constructif, la pratique de la négociation collective dans les entreprises, dans les branches et dans les territoires ; négociation qui place l'humain et le travail au centre des discussions, qui prenne en compte l'expression des représentants du monde du travail, dans le souci de l'intérêt général, pour coconstruire des solutions adaptées aux différentes réalités et spécificités des métiers, secteurs d'activités et territoires.

Les conditions d'une reprise d'activité avec toutes les protections nécessaires doivent être garanties, sous la responsabilité des employeurs, ce, avant tout autre considération.

Dans cette perspective et à l'annonce d'un plan de relance de l'économie annoncé par les régions de France, une rencontre entre nos organisations, le Conseil Régional et le Préfet de Région pourrait constituer, selon nous, une première étape.

La bonne santé de l'économie dépend d'une répartition des richesses plus juste pour favoriser l'accès à l'emploi et à un travail de qualité pour tous-te-s et un fonctionnement démocratique sur les lieux de travail comme à tous les niveaux de la société.

Ce sont là, les indispensables conditions à réunir pour œuvrer collectivement afin que les enjeux de justice sociale, de l'urgence écologique et de l'impératif démocratique soient au cœur des changements économiques à venir en AURA, en France et en Europe.